

## Dire oui au nom de l'Europe Unie

*Kalypso Nicolaidis, professeur, Université d'Oxford et conseillère de Georges Papandreou, ministre grec des affaires étrangères  
Gilles Bertrand, chercheur, Université d'Oxford*

A Athènes, le 16 Avril, les pays membres de l'Union Européenne ont célébré avec les nouveaux adhérents l'unification tant attendue de notre continent. En ces temps de guerre et d'incertitude, cet événement a donné un nouveau souffle pour l'Europe. Il y a certainement beaucoup à faire pour réussir cette élargissement et le transformer, au delà d'un traité entre Etats, en contrat entre nos peuples.

Pour autant, et en particulier aux yeux de la présidence Grecque de l'Union, il importe plus que jamais de rappeler que la porte ne se referme pas aujourd'hui. Notre ambition doit être de construire une Europe inclusive et généreuse et de traduire ces beaux mots en pratique. Au delà de l'Union, nous devons donc renforcer notre partenariat privilégié avec les pays Méditerranéens et repenser nos liens avec nos nouveaux voisins de l'Est. Les présidences Grecques et Italiennes travailleront là comme ailleurs de concert. Mais l'élargissement proprement dit de l'Union aux pays qui ont vocation à en être membres ne doit pas non plus s'essouffler. Le 16 Avril, il nous faudra rappeler haut et fort aux peuples des Balkans, que tous leurs pays, sans exceptions, seront engagés dans des partenariats d'adhésion le plus rapidement possible –chacun à son rythme bien sur. Et puis, le 16 Avril, nous devons rappeler solennellement que la Turquie, sera elle aussi, et nous l'espérons dès 2004, sur la voie de l'adhésion.

Cette perspective inquiète certains en Europe, nous le savons. Et pourtant, les relations triangulaires entre la Turquie, l'OTAN et l'UE dans le contexte de la guerre en Iraq ont rappelé s'il le fallait à la fois le rôle fondamental de ce pays allié pour l'avenir de notre continent et de son voisinage, mais aussi les incertitudes et incompréhensions qui accompagnent cette réalité. La question de l'identité Européenne de la Turquie ne peut plus être esquiver. Il nous faut donc continuer, rabacher même s'il le faut, le débat lancé depuis la fameuse intervention de Giscard en novembre dernier, un débat qui démontre que la Turquie est notre miroir, un miroir teinté, déformé, et déformant même pour certains, mais bien la réflexion de ce que nous sommes ou voulons devenir en tant qu'Europe Unie.

Si la Turquie devait entrer dans l'Union européenne, c'est qu'elle serait européenne, et si elle l'était, l'Union ne le serait plus. CQFD. Comme l'ont écrit nombre d'intervenants, le plaidoyer de VGE a eu le mérite d'ouvrir un débat, dans les pages de ce journal et au-delà, qui est trop longtemps resté dans les non-dits. Mais si débat il doit y avoir, ne nous trompons pas de question. Ce n'est pas, en premier lieu, « qu'est ce que la Turquie ? », quand bien même celle de Mr Erdogan. C'est bien « qu'est ce que l'Europe ? ». Certes, VGE a été plus subtil que ses amis démocrates-chrétiens et leur « club chrétien ». Mais quand il utilise l'argument géographique, apparemment neutre, et déclare comme une évidence que la Turquie n'est pas en Europe, l'argument civilisationnel apparaît en filigrane. Dans le débat qui a suivi, la question de l'adhésion de la Turquie a suscité trois types de réponses :

1°) *Non à l'adhésion, car la Turquie n'est pas européenne.* Elle a une culture différente et elle est musulmane ; ajoutons qu'une telle adhésion poserait d'énormes problèmes à l'Union étant donné sa taille, sa démographie et son niveau de développement. En reconnaissance de son importance stratégique offrons lui un vrai « partenariat » ; c'est la position chrétienne-démocrate mais aussi de nombreux sociaux-démocrates et fédéralistes européens;

2°) *Oui à l'adhésion, bien que la Turquie ne soit pas européenne.* Si la question de l'euroanéité de la Turquie se pose, il y a assez de raisons d'ordre géostratégique, économique et politique pour contrebalancer ces doutes identitaires. Mot d'ordre : ne pas désespérer les démocrates turcs. On rejoint la première école sur une coopération renforcée à court terme mais on promet l'adhésion à long terme - une génération au moins; c'est la position d'une partie des libéraux et des sociaux-démocrates, ainsi que de certains souverainistes partisans d'une « Europe des nations » ;

3°) *Oui à l'adhésion, car la Turquie est aussi européenne, et ce malgré les obstacles bien réels à son adhésion.* C'est la position que nous défendons, avec tous ceux qui croient en une Europe résolument multiple, dont l'essence n'est pas de reproduire le schéma national à l'échelle du continent mais bien d'inventer une autre façon pour les peuples de vivre ensemble, de partager un projet commun, sans asseoir une telle ambition sur une identité commune arrogante et exclusive. L'appartenance à l'Europe n'est ni pré-dessinée ni prédestinée mais le résultat d'un processus de convergence social, économique, politique et culturel entre pays et citoyens qui, pour des raisons multiples, sont capables de se penser Européens.

On a déjà beaucoup écrit sur le caractère figé des arguments aussi bien géographiques que culturels qui, sous le couvert de rationalité, masquent des préjugés tenaces sur la différence irréductible entre « eux » et « nous ». On sait bien qu'il n'y a aucune solution de continuité dans l'ensemble eurasiatique et que, dans la zone grise entre ces deux continents, l'appartenance à l'Europe (et donc à l'UE) est affaire de choix, de part et d'autre. Mais le mythe des frontières naturelles à la vie dure. VGE situe la Turquie au Proche-Orient. Pourtant, si un processus d'intégration régionale y est souhaitable, pourquoi vouloir y inclure la Turquie qui est, par l'image de soi et de la culture politique, bien loin des États arabophones de la région ? La question de l'identité turque ne doit pas se poser uniquement sur le plan politique mais peut-être surtout sur le plan social et anthropologique. Or, là, les Turcs (en tous cas du littoral), malgré l'islam pourrait-on dire, ont probablement plus de points communs avec les Italiens qu'avec leurs voisins Syriens. Quant à la question de l'Islam en Europe, pourquoi la poser quand les « musulmans d'Europe » sont une réalité (dix millions dans l'UE) ?

Y aurait-il pourtant une « histoire européenne » qui exclurait la Turquie ? L'actuelle Turquie est l'héritière, n'en déplaise aux nationalistes (turcs compris), des Empires byzantin et ottoman. Si la Turquie n'est pas européenne alors les États balkaniques ne le sont pas non plus. C'est à sa naissance même (avec Atatürk en 1920) que la Turquie choisit l'Europe, tant par ses institutions que par sa modernisation déterminée et par le choix de la laïcité. Pour une grande part, la dynamique politique du pays a reposé sur l'affirmation tantôt consensuelle, tantôt contestée, de cette vocation là.

Bien sûr, quand bien même la vocation européenne de la Turquie ne serait plus sujette à caution, il reste des entraves à son entrée dans l'UE. Mais là, le temps, le volontarisme politique et le dynamisme de la société turque feront leur œuvre. Face aux écarts économiques et démographiques, il s'agit d'imaginer combien le pays peut changer, et converger, en quinze ans, délai probable de l'adhésion. Quant à la consolidation de la démocratie et au nécessaire retrait des militaires de la vie politique, il faut rappeler que Mustapha Kemal lui-même ne prit la tête de la contestation contre le Sultan qu'après avoir démissionné de l'armée et qu'il imposa la même démarche à tous les officiers qui voulurent s'engager en politique. Pour être vraiment européens, les militaires turcs doivent redevenir kémalistes et laisser le soin aux politiques d'instaurer un État de droit. Erdogan ne se fera pas prier en matière de droits de l'homme et des minorités.

L'argument final contre l'adhésion de la Turquie : sa taille. Il est incontestable que l'argument porte symboliquement, surtout au Royaume-Uni et en France où l'on continue de

prétendre qu'en matière de leadership européen il y a toujours les grands Etats et les autres. Mais nous savons qu'en pratique tout en Europe se décide par des coalitions et que, par ailleurs, les votes au Conseil et au Parlement sont de plus en plus déterminés par des clivages politiques et idéologiques plus que nationaux. Quant au nombre de citoyens turcs qui « risquent d'envahir » nos pays, c'est justement l'assainissement économique et la poursuite du ralentissement démographique lié à l'adhésion qui constitueront la plus grande incitation à ne pas émigrer.

Bref, d'une part, ni la géographie, ni l'histoire, ni la religion ne constituent des bases intellectuelles solides pour dire la Turquie par essence non Européenne. D'autre part, les vrais arguments contre l'adhésion ne sont pas concluants à long terme.

Mais pour aller au-delà de ces arguments négatifs, il faut se demander une fois de plus quel est notre projet européen, un projet où la Turquie trouverait sa place. D'aucuns prétendent que ce sont les eurosceptiques qui posent la question de la sorte pour pouvoir alors prôner une Europe minimaliste sans projet politique. Nous disons : au contraire, l'Europe que nous appelons de nos vœux est non seulement inclusive et tolérante, non seulement multiethnique et multiculturelle, mais aussi une Europe qui sera porteuse d'un message universaliste dans le grand débat civilisationnel qui s'annonce pour ce XXI<sup>ème</sup> siècle. Car qu'est-ce que notre Union en fin de compte, sinon une formidable machine à gérer la différence ? C'est au nom d'une telle Europe qu'il faut dire oui à la Turquie.